



**NEWSLETTER DE LA COOPERATION MONDIALE**  
**Mars 2014**

**Dans ce numéro :**

- **Construire la sécurité sociale en Lituanie et l'engagement de la société civile**
- **Le PNUD convoque la troisième Conférence sur « Mesurer le progrès humain »**
- **Etude sur les manifestations dans le monde : pourquoi ont-elles lieu ?**
- **Ressources et liens utiles**

**Article du mois :**

- **Article du mois : Construire la sécurité sociale en Lituanie et l'engagement de la société civile**

**Par Angelė Čepėnaitė**



**Angelė Čepėnaitė est titulaire d'un doctorat, Présidente du Comité national de Lituanie du CIAS, Mykolas Romeris University, Vilnius**

La République de Lituanie est le plus grand des trois pays baltiques en termes de superficie et de population – sa superficie étant de 65 300 km<sup>2</sup> et sa population s'élevant à 3 millions environ d'habitants<sup>1</sup> - et a subi des transformations économiques et politiques importantes depuis la restauration de l'indépendance en 1990. Cet article souligne les caractéristiques importantes du système de sécurité sociale du pays, notamment la réforme du système des retraites, ainsi que le rôle émergent des organisations de la société civile dans la prestation des services.

---

<sup>1</sup> La répartition par âge de la population donne les résultats suivants : 58,9% sont en âge de travailler, 26,5% ont dépassé l'âge de la retraite et le groupe le plus jeune (1 à 15 ans) est de 14,6%. La population urbaine représente 66,7% de la population totale.

## **1. Etablir le système de sécurité sociale**

La transition vers une économie de marché implique de créer une nouvelle base juridique pour l'organisation de la sécurité sociale, de sorte à ce qu'elle soit adaptée aux conditions du marché ; en conséquence, les prestations juridiques majeures furent créées ex nihilo, tout en ayant à l'esprit les modèles européens. Une vaste réforme dans le secteur de la santé fut également mise en œuvre. La transition vers une économie de marché et vers ses réglementations et motivations entièrement nouvelles incita les spécialistes lithuaniens à étudier au plus vite comment adapter la sécurité sociale à la nouvelle situation. A cet égard, étudier l'expérience des économies de marché avancées a été primordial.

Durant la période qui a vu s'établir un système de protection sociale tout à fait différent, les ONG lituaniennes étaient particulièrement actives, cherchant à renforcer les contacts avec leurs homologues de l'étranger et profitant de nouvelles opportunités de formation qui émergeaient, afin d'améliorer leurs capacités à effectuer des services. Etaient notamment actives à cet égard les ONG qui venaient d'être créées et qui étaient en faveur d'un travail plus axé sur la communauté. Les nouvelles connaissances engrangées grâce au soutien des donateurs et aux conseils des collègues étrangers ont conduit à l'acquisition de compétences et ont permis de mieux comprendre le rôle des ONG dans la mise en œuvre des politiques sociales, tout en améliorant leurs capacités à effectuer des services particuliers.

Aujourd'hui, le système de la sécurité sociale en Lituanie se compose de plusieurs piliers (ou sous-systèmes), tels que l'assurance sociale, le soutien social et les services sociaux. Ce système incarne les principes fondamentaux que sont l'universalité et la solidarité. *L'assurance sociale* est l'élément le plus important du système et est financée selon les besoins (*pay-as-you-go*). Il est administré par le Conseil de la Caisse nationale de l'assurance sociale et par la Caisse nationale de l'assurance sociale (SODRA), sous la direction du Ministère de la Sécurité sociale et du Travail.

Le pilier que constitue le *soutien social* est destiné aux familles et individus à bas revenus. Les *services sociaux* des premiers jours de la transition étaient destinés à la création d'un système de services basés sur la communauté. Le développement du système a été encouragé par la participation active des municipalités, ainsi que par les contributions des ONG. Plusieurs plans d'innovations furent conçus avec l'aide de donateurs comme la Swedish Sida (Agence internationale de Coopération au Développement de Suède) ; l'obtention d'un prêt accordé par la Banque mondiale facilita aussi les services basés sur la communauté.

## **2. Situation macroéconomique**

En 2006 et 2007, au moment où la croissance économique de la Lituanie était solide, les parts du PIB en matière de dépenses de protection sociale étaient respectivement de 13,4% et 14,4%, ce qui reste un niveau relativement bas comparé à la moyenne européenne de 29,4%. La crise financière a porté un coup supplémentaire aux niveaux de vie de la population et a nécessité des dépenses sociales supplémentaires. En conséquence, les dépenses en protection sociale de la Lituanie avaient atteint 19,1% du PIB en 2010. Au même moment, le gouvernement alors en place se heurtait à la critique selon laquelle la protection sociale ne peut être considérée comme une solution appropriée si les problèmes complexes de l'exclusion sociale sont ignorés.

Face à cette crise, le gouvernement centre-droit en place de 2008 à 2012 a dû faire face à de nouveaux défis. Ce gouvernement introduit un éventail de mesures d'austérité, comme la diminution des retraites et la réduction des salaires, dans l'espoir de restaurer le niveau de croissance d'avant la crise, dès qu'une croissance économique solide reprendrait. La mise en place de mesures d'austérité ne pouvait qu'affecter négativement les niveaux de vie des groupes sociaux vulnérables ; la nécessité d'une protection sociale fut largement reconnue. Des efforts en matière de création d'emplois émanant du gouvernement ont permis d'abaisser le taux de chômage à 12,3% en 2013 mais le chômage chez les jeunes est resté très élevé (23,2%).

Durant la dernière décennie, la population de la Lituanie a baissé de 12,6% - pour parler concrètement, 402 900 habitants ont émigré à l'étranger. Le plus grand nombre de personnes quittant la Lituanie a été enregistré en 2010- pas moins de 27 personnes en moyenne pour 1000 habitants. En 2011, le nombre d'émigrants a baissé de 9,1 %. La migration des jeunes est devenue un nouveau défi pour la société - puisqu'il s'agit d'un nouveau phénomène, nous manquons d'expérience dans ce domaine. Il est prouvé qu'il est très important de rassembler des preuves et de faire de la recherche sur les enjeux de la migration des jeunes en identifiant les attentes des jeunes ainsi qu'en s'inspirant des bonnes pratiques de d'autres pays. Il est également important de renforcer les liens et la coopération active qui existent entre les autorités et la société civile.

## **3. La réforme du système des retraites**

L'un des plus importants changements qui ait eu lieu dans le système de protection sociale du pays fut la réforme du système des retraites ; la réforme des retraites débuta en 2000. Son objectif était d'augmenter les options disponibles pour les ouvriers, leur offrant ainsi la possibilité d'augmenter leur retraite de base par une composante complémentaire calculée en fonction de la

rémunération. Ce dispositif des retraites fut l'occasion de cumuler une partie des cotisations collectées par l'assurance sociale publique pour le fonds des retraites. Pour cette raison, le système de retraite-vieillesse se compose d'une retraite de base et d'une composante complémentaire calculée en fonction de la rémunération. Alors que la retraite de base ne dépend qu'à un certain degré de la durée d'assurance d'une personne, la composante complémentaire de la retraite dépend des cotisations cumulées qui auront été collectées au cours des années où la personne assurée a travaillé.

Les ajustements apportés au système en 2012-2013 avaient pour buts d'augmenter la flexibilité et de donner quelques opportunités supplémentaires :

1. Mettre fin au détournement d'une partie des cotisations destinées normalement à la retraite garantie par l'Etat mais allant au fonds privé de retraite et réinjecter cette partie dans le fonds de retraite garantie par l'Etat ;
2. Détourner une partie des cotisations par le biais de l'assurance sociale gérée par l'Etat afin de cumuler pour le fonds de retraite privé ;
3. Cumuler des fonds en instaurant une cotisation complémentaire et en recevant une cotisation supplémentaire qui part du budget de l'Etat.

La réforme des retraites a donné la possibilité aux fonds privés de devenir des acteurs essentiels dans le système de sécurité sociale. Afin d'augmenter l'emploi chez les travailleurs âgés, tout en gardant à l'esprit les changements démographiques (augmentation de l'espérance de vie accompagnée d'une baisse de la fertilité), l'âge de départ à la retraite en Lituanie a progressivement été augmenté, depuis 2012, de deux mois par an (pour les hommes) et de quatre mois par ans (pour les femmes) jusqu'à atteindre 65 ans en 2026.

#### **4. Le rôle des ONG**

D'un point de vue méthodologique, on pourrait qualifier les ONG de **concepteurs, de catalyseurs et de partenaires**<sup>2</sup> dans le domaine de la protection sociale. Leur rôle en tant que concepteurs est lié à la mobilisation des ressources qui rend la prestation de biens et services possible. Le rôle de catalyseur renvoie à la capacité des ONG à inspirer, à faciliter les changements ou à apporter une contribution aux actions menées pour améliorer l'état des choses. On pourrait définir le partenariat comme un travail en commun qui repose sur le partage des risques ou des bénéfices émanant de co-entreprises.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> D. Lewis (2006)

<sup>3</sup> Ibid.

Beaucoup d'initiatives destinées à augmenter l'inclusion sociale des groupes sociaux vulnérables en Lituanie furent lancées par des ONG. Etant assez petites et orientées vers la prestation de services, beaucoup d'ONG contribuent à leur propre rayonnement en travaillant sous l'égide d'organisations-cadres, se donnant ainsi la chance d'accroître leur influence ainsi que la chance de participer à l'élaboration des politiques sociales. Les deux plus grandes villes de Lituanie – Kaunas et Vilnius – ont été témoins de la très grande concentration de ces organisations. Afin d'améliorer leur engagement dans la lutte contre les problèmes sociaux les plus importants, la Commission de coordination qui gère les activités des ONG au sein du Ministère de la Sécurité sociale et du Travail discute de la création d'un Fonds pour la société civile qui permettrait de faciliter ces activités. En 2014, il a été décidé de mettre en place le Conseil des ONG qui a pour but de donner des recommandations aux autorités gouvernementales sur les questions de politiques publiques.

Dès 1990, le nombre d'ONG inscrites au *Centre des registres* (Registry Centre) n'a fait qu'augmenter jusqu'à atteindre 34 394 en 2010. Il y a néanmoins un écart entre les ONG inscrites officiellement et celles fonctionnant activement : d'après les données rassemblées par la compagnie réalisant des études de marchés et des études d'opinion publique « Factus », seuls 47% du nombre total ont été actives. La même entreprise d'études a estimé qu'en 2010, la valeur des services bénévoles réalisés par les organisations de la société civile représentaient au moins 1,5% du PIB<sup>4</sup>.

On connaît de très bons exemples de partenariats d'ONG et de coopérations avec le gouvernement à l'échelle nationale. Ainsi, le ministère de la Sécurité sociale et du Travail a soutenu des projets gérés par les ONG comme les garderies pour enfants, l'autonomie gouvernementale à la communauté locale et des activités bénévoles nationales. Le programme national pour le développement des mesures politiques qui ciblent la jeunesse, créé afin de couvrir la période 2011-2019, cherche à gérer des garderies, à apporter diverses sortes de soutien aux familles, à intégrer les personnes handicapées, et à promouvoir la participation des jeunes dans la vie communautaire et le développement de la communauté en général.

Malgré des services sociaux de haute qualité dispensés par les ONG au niveau local, certaines municipalités sont récalcitrantes à reconnaître leur contribution parce que ces services sont moins chers que ceux qu'elles-mêmes fournissent. Dans une certaine mesure, cette attitude peut s'expliquer par un manque de connaissances sur les apports réels des ONG à la société et par des erreurs d'interprétation sur leur rôle et leur fiabilité au sein du système de protection sociale. Selon l'étude menée par l'Institut national pour le développement en 2005, cette confrontation entre des

---

<sup>4</sup> [http://www.3sektorius.lt/docs/NVO\\_ATASKAITA\\_2011\\_2013-01-17\\_15\\_59\\_09.pdf](http://www.3sektorius.lt/docs/NVO_ATASKAITA_2011_2013-01-17_15_59_09.pdf)

municipalités ou des organes centraux du gouvernement et les ONG est contreproductive ; on pourrait facilement améliorer la situation et établir une collaboration de fait grâce à une meilleure planification de la prestation des services sociaux, à une meilleure éducation et à un meilleur accès à l'information<sup>5</sup>.

La récente présidence de la Lituanie au Conseil de l'Europe a offert de nombreuses possibilités à la société civile. Beaucoup d'événements internationaux organisés par les ONG internationales qui faisaient appel à leurs réseaux, en collaboration avec les ONG lituaniennes, ont créé une bonne plateforme visant à promouvoir les rôles des ONG dans la mise en œuvre de politiques sociales aux niveaux national et international.

L'analyse de nouveaux facteurs de développement socioéconomiques a montré la possibilité d'un usage plus effectif des organisations de la société civile dans ce processus, et la sphère de la protection sociale ne fait pas exception. La participation des ONG aux activités d'action sociale au niveau étatique et au niveau des communautés locales pourrait constituer un outil important pour atteindre une croissance durable et inclusive. L'engagement actif des ONG peut améliorer la flexibilité et l'efficacité dans la gestion de la sécurité sociale ; il peut aussi être un facteur dans la promotion d'une démocratie participative. Consolider les ONG dans leur rôle d'acteurs majeurs en politiques sociales offre des possibilités supplémentaires de développement au pays.

## **Bibliographie**

- Guogis, D. Gudelis, A. Stasiukynas. Nevyriausybių organizacijų ir savivaldybių santykiai, plėtojant vietinę demokratiją: atvejo tyrimai dviejose Lietuvos savivaldybėse. Viešoji politika ir administravimas, 2007, N 22.
- D. Lewis. The Management of Non-Governmental Development Organizations, Routledge, 2006.

***Les opinions exprimées dans cet article sont celles de son auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de gestion du CIAS.***

### ➤ ***Le PNUD convoque la troisième Conférence sur « Mesurer le progrès humain »***

Le Bureau du PNUD du Rapport sur le développement humain a convoqué les 10 et 11 mars une conférence sur la mesure du progrès humain à New-York. Les participants- qui venaient de plusieurs secteurs, représentant ainsi tant les utilisateurs que les producteurs des indicateurs statistiques - ont

---

<sup>5</sup> [http://www.3sektorius.lt/docs/analize\\_2005\\_2013-01-17\\_15\\_29\\_27.pdf](http://www.3sektorius.lt/docs/analize_2005_2013-01-17_15_29_27.pdf)

tenté de trouver des solutions aux questions suivantes : comment la mesure du développement humain peut-elle influencer sur le programme de l'après-2015 qui est au cœur des discussions actuelles aux Nations Unies, et que pourrait-on faire, dans un tel contexte, pour améliorer les nouvelles séries de données émergentes qui nous informent des compétences humaines majeures ?

Mesurer le progrès a toujours été une tâche importante bien qu'éprouvante pour ceux dont la mission est de comprendre et de promouvoir le développement humain. Le cadre de développement pour l'après-2015 devra se pencher sur plusieurs domaines qui n'étaient pas couverts dans leur intégralité par les Objectifs du millénaire pour le Développement, comme les aspects de l'extrême pauvreté, des inégalités et la qualité de l'éducation. Il sera donc nécessaire de trouver des mesures du progrès conceptuellement judicieuses, techniquement solides qui fassent consensus, pour ces domaines et pour d'autres afin d'apporter les indicateurs et les indices nécessaires au contrôle de la série d'objectifs de développement qui formera le programme de l'après-2015. On s'accorde également sur le fait qu'il sera extrêmement difficile d'atteindre la plupart des objectifs et des cibles qui sont au cœur des discussions du moment dans de nombreux pays- si pas dans tous.

Le recours à des indices de développement que l'on peut comparer à l'échelle mondiale pourrait stimuler les politiques en matière de développement humain et les mesures du développement humain aux niveaux national et infranational. Un simple indice sommaire utilisé par le PNUD, l'Indice pour le Développement humain (IDH), mesure les accomplissements dans trois domaines basiques du développement humain – mener une vie longue et saine, être éduqué et jouir d'un niveau de vie décent.

Des indices composites complémentaires et additionnels dans les Rapports sur le développement humain couvrent d'autres aspects importants du développement humain : l'égalité des sexes et l'autonomisation, les inégalités, et de vastes méthodes de mesure de la pauvreté qui ne prennent pas seulement en compte le revenu. Ces méthodes de mesure sont largement reconnues et utilisées en tant que mesures mondiales pour le développement. Les participants ont discuté pour savoir comment les méthodes de mesure –et les réflexions et expériences qui en sont à l'origine – pouvaient nourrir les conversations sur la mesure du progrès en vue des objectifs de développement pour l'après-2015 et comment les adapter.

Un autre thème fut abordé : l'intérêt grandissant à l'échelle planétaire que suscite l'ajout de statistiques « objectives » sur le progrès humain aux mesures subjectives concernant le bien-être actuel des personnes, comme la satisfaction liée à la vie que l'on mène et le bonheur. L'intérêt à cet

égard, qui a commencé initialement chez les universitaires, a maintenant gagné les gouvernements et plusieurs bureaux de statistiques nationales effectuent un important travail dans ce domaine. L'ONU a travaillé dans ce domaine et l'OCDE a aussi récemment publié des directives destinées aux bureaux de statistiques nationales sur la manière de collecter les données sur le bien-être subjectif, ce qui pourrait donner une nouvelle impulsion pour mener des actions. Mais l'idée gagne aussi du terrain auprès des gouvernements d'Asie et d'Amérique latine, et plusieurs rapports nationaux sur le développement humain ont traité du bonheur ces dernières années. Le bien-être subjectif est reconnu comme étant un aspect important du développement humain en général (et en étroite corrélation avec l'IDH).

Un troisième thème qui a nourri les débats était lié à la quantité grandissante de données non-officielles qui sont désormais disponibles : cela offre la possibilité de fournir de nouvelles mesures de développement ou de consolider les indicateurs existants. Les participants ont réagi cette question : comment les nouvelles sources de données peuvent-elles potentiellement consolider les composantes existantes des indices déjà employés ?

Pour de plus amples détails : <http://hdr.undp.org/en/content/third-conference-measuring-human-progress>

➤ ***Etude sur les manifestations dans le monde : pourquoi ont-elles lieu ?***

Cette étude<sup>6</sup> préparée par *l'Initiative de dialogue sur les mesures à prendre* (basée à la Columbia University de New-York) et la Friedrich-Ebert-Stiftung (New-York) analyse 843 manifestations prenant place entre janvier 2006 et juillet 2013 dans 84 pays, couvrant ainsi plus de 90% de la population mondiale. Le document se concentre sur : (i) les principales doléances des manifestants de par le monde ; (ii) qui manifestent, quelles méthodes ils utilisent et à qui/à quoi ils s'opposent ; (iii) les accomplissements et la répression des mouvements sociaux à court terme ; et (iv) les principales revendications des manifestants en termes de politiques. Le document appellent les législateurs à écouter ces messages, qu'ils soient bien articulés ou qu'ils ne soient que l'expression de la frustration et de la violence.

Ces dernières années, le monde a été bouleversé par les manifestations. Du printemps arabe aux «*indignados*», de «*Occupy*» aux émeutes de la faim. Il y a des périodes dans l'histoire où un grand nombre de personnes se révoltent face au statu quo, réclamant des changements, comme en 1848,

---

<sup>6</sup> Isabel Ortiz, Sara Burke, Mohamed Berrada, Hernán Cortés. World Protests 2006-2013, septembre 2013.



en 1917 ou en 1968 ; nous vivons aujourd’hui une autre période de croissance du mécontentement et de l’indignation, ainsi que certaines des plus grandes manifestations de l’histoire.

Notre analyse des événements de manifestations reflète une croissance annuelle stable de leur nombre dans le monde, de 2006 (59 manifestations) au premier semestre 2013 (112 manifestations en seulement six mois). Après le déclenchement de la crise économique et financière internationale, on constate une croissance majeure des manifestations à partir de 2010 après l’adoption de mesures d’austérité à travers le monde. Les manifestations sont plus importantes dans les pays à haut revenu (304 manifestations), suivent l’Amérique latine et les Caraïbes (141 manifestations), l’Asie de l’Est et le Pacifique (83 manifestations) et l’Afrique Subsaharienne (78 manifestations). L’analyse de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (77 manifestations) montre que celles-ci étaient déjà importantes avant le printemps arabe. La majorité des émeutes violentes relevées dans cette étude se déroulent dans les pays à faible revenu (48% des émeutes), principalement dues à la flambée des prix des denrées alimentaires et celle des prix de l’énergie dans ces pays. Il est à noter que la période 2006-2013 reflète une croissance des manifestations mondiales (70 événements) qui ont été organisées à travers plusieurs régions.

Les principales doléances et causes d’indignation sont :

- **Justice économique et anti austérité** : 488 manifestations relatives aux problèmes de la réforme des services publics, à la justice fiscale, à l’emploi/à la hausse des salaires/aux conditions de travail, aux inégalités, à la pauvreté/au faible niveau de vie, à la réforme agraire et des terres, à la réforme des retraites, aux prix élevés de l’énergie et des combustibles, aux prix élevés des denrées alimentaires et au logement.
- **Échec de la représentation politique et des systèmes politiques** : 376 manifestations portaient sur : le manque de démocratie réelle, l’influence, la dérégulation et la privatisation des entreprises, la corruption, l’échec du système judiciaire à rendre la justice, la transparence et la responsabilité publique, la surveillance des citoyens, et le complexe industriel contre la guerre ou complexe industriel militaire.
- **Justice mondiale** : 311 manifestations contre le FMI et d’autres institutions financières internationales (IFI), pour la justice environnementale et les patrimoines mondiaux, et contre l’impérialisme, le libre-échange et le G20.
- **Droits des personnes** : 302 manifestations ayant trait aux droits ethniques/indigènes/raciaux, au droit aux « biens communs » (numériques, agraires, culturels, atmosphériques), aux droits du travail, aux droits des femmes, au droit à la liberté de rassemblement/d’expression/de la presse, aux problèmes religieux, aux droits des lesbiennes/gays/bisexuels/transsexuels (LGBT), aux droits des

immigrants, aux droits des prisonniers. Dans une moindre mesure, certaines manifestations portaient sur le déni de ces droits à certains groupes (immigrants, gays ...).

Bien que l'envergure des revendications liées à la justice économique entraîne des implications majeures, le résultat le plus significatif de cette étude est le poids des requêtes (218 manifestations) qui portent, non pas sur la justice économique à proprement parler, mais justement sur ce qui empêche de résoudre les problèmes économiques : le manque de «démocratie réelle » qui est le résultat d'une prise de conscience croissante de la part des populations. Ces dernières réalisent que les politiques mises en place ne leur accordent pas la priorité –quoi qu'en disent les discours- et la frustration face au statu quo et au manque de crédibilité des acteurs politiques traditionnels de gauche comme de droite. Cette revendication et la crise de représentation politique qu'elle exprime s'observent dans l'ensemble des systèmes politiques, dans les gouvernements autoritaires, mais également dans les démocraties représentatives qui peinent à écouter les besoins et points de vue du citoyen ordinaire.

Un profil des manifestants révèle qu'ils ne se limitent pas aux acteurs traditionnels (militants, syndicats...); au contraire, la proportion des classes moyennes, des jeunes, des personnes âgées et d'autres groupes sociaux est assez significative parmi ceux qui manifestent activement dans la plupart des pays, en raison du manque de confiance et de la désillusion face au système politique et économique actuel. Ils sont de plus en plus nombreux à rejoindre les militants de toutes sortes de mouvements, pas seulement lors des marches et rassemblements (méthode de manifestation civile la plus commune observée dans 437 événements), mais aussi dans un nouveau cadre de manifestations incluant la désobéissance civile et des actions directes comme les blocages de routes et occupations des espaces publics pour accroître la visibilité de leurs revendications (219 occupations d'espace public relevées). La période couverte par cette étude saisit également l'apparition d'une nouvelle ère de désobéissance civile et action directe menée par les hackers informatiques et les lanceurs d'alertes qui rendent publique un nombre massif de données gouvernementales et de données d'entreprises. Contrairement aux idées reçues, les violences, vandalismes et pillages n'apparaissent que dans 75 événements, ce qui correspond à 8,9% des manifestations mondiales. Bien que rares, 33 événements montrent le recours à des méthodes désespérées, telles que grèves de la faim et violences infligées à soi-même (immolation, manifestants cousant leurs propres lèvres...).

Contre qui ces manifestants s'opposent-ils ? Une analyse des principales manifestations de la période 2006-2013 montre que les manifestants adressent leurs doléances principalement à leur

gouvernement, étant donné que celui-ci est l'institution légitime dans le domaine de la législation et responsable devant les citoyens. Les manifestants réclament que les décideurs politiques prennent les mesures économiques, sociales et environnementales censées profiter à tous, non à une simple minorité, et qu'ils en soient tenus publiquement responsables. Cependant, les manifestations contre un système économique et politique inapproprié n'ont qu'une importance secondaire, ce qui laisse voir un mécontentement significatif face au fonctionnement des démocraties actuelles et les revendications pour une démocratie réelle.

Non seulement le nombre de manifestations augmente, mais le nombre de manifestants aussi. En ce qui concerne l'année 2013, près de 63% des événements étudiés dans ce document ne voient pas leurs revendications ou doléances exaucées à court terme. Ce résultat est à nuancer car plusieurs manifestations portent sur des questions structurelles de longue durée qui ne pourront donner des résultats que sur le long terme. Quelques 37% de ces manifestations aboutissent, principalement dans les domaines politique et juridique et dans le domaine des droits sociaux – les problèmes mondiaux et la justice économique semblent être les domaines où il est le plus difficile d'obtenir des résultats.

Les mesures nécessaires au niveau national et international pour répondre aux doléances décrites dans cette étude sont pratiquement liées à la totalité des domaines de politique publique : de l'emploi, des services publics et de la protection sociale à l'imposition, la dette et le commerce. Les gouvernements doivent être à l'écoute des messages que la population leur adresse par le biais de la manifestation. Les réformes seraient cependant insuffisantes si les gouvernements ne garantissaient pas la participation démocratique et limitaient le pouvoir des élites, non seulement au niveau local et national mais également dans les institutions internationales. Les dirigeants et décideurs politiques ne feront que causer plus de troubles s'ils n'accordent pas la priorité et ne donnent pas suite à la plus importante des revendications exprimées de 2006 à 2013, celle d'une démocratie réelle.

Pour plus de détails : [http://policydialogue.org/files/publications/World\\_Protests\\_2006-2013-Final.pdf](http://policydialogue.org/files/publications/World_Protests_2006-2013-Final.pdf)

➤ **Ressources et liens utiles**

Alors que le débat sur le cadre de développement pour l'après-2015 bat son plein, le troisième **Rapport international sur la pauvreté chronique 2014-2015** aborde une question majeure : que faut-il faire pour atteindre (ou s'approcher) d'un taux zéro de pauvreté extrême d'ici 2030 – le nouvel objectif en matière de réduction de la pauvreté mondiale ? Le Rapport présente de nouvelles prévisions sur la pauvreté et une nouvelle analyse des actions à entreprendre pour rester en dehors

de la pauvreté, une fois que les personnes en sont sorties - le modèle étant les pays qui ont réussi à traiter la pauvreté chronique . Il présente un triple défi pour le monde : afin de se rapprocher d'un taux zéro d'extrême pauvreté, les pays doivent traiter la pauvreté chronique, mettre un terme à l'appauvrissement et s'assurer que ceux qui réussissent à sortir de la pauvreté se maintiennent en dehors de la pauvreté (le « trépied » de la pauvreté). La majeure partie du rapport se concentre sur les mesures politiques requises pour atteindre le taux zéro. Pour plus de détails : <http://www.odi.org.uk/events/3901-road-zero-chronic-poverty-report-launch-2014>

***Le Rapport sur la situation sociale dans le monde 2013 : questions d'inégalités*** publié par l'ONU- DAES remet le thème des inégalités au goût du jour. Le rapport met un accent particulier sur les répercussions des inégalités et souligne les mesures politiques destinées aux populations défavorisées et marginalisées. Le but ultime étant de rappeler aux dirigeants mondiaux et à la communauté internationale en général que dans le traitement des inégalités, les mesures politiques ont leur importance.

Veuillez consulter pour plus de détails :

<http://undesadspd.org/ReportontheWorldSocialSituation/2013.aspx>

Le contenu de cette Newsletter mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :  
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (US Office) P.O Box 28957, Plot 4, Berkeley Lane, Off Lugard Avenue, Entebbe, (Uganda Office)  
Phone: +1 347-526- 4893, + 256414321150  
E-mail: [szelenev@icsw.org](mailto:szelenev@icsw.org), [icsw@icsw.org](mailto:icsw@icsw.org)  
Website [www.icsw.org](http://www.icsw.org);

Traduction française: Ohrem Stephanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail